

DIGBO Gogui Albert (Sociologue Enseignant-Chercheur à l'Université Jean Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire,, Maître Assistant)

Déscolarisation et travail des enfants des migrants sans papier à Bodouyo et Ziouayo (Côte d'Ivoire)

Résumé

La Déclaration universelle des droits de l'homme dispose que toute personne a droit à l'éducation. Le droit des enfants d'accéder à l'éducation appropriée et d'en jouir constitue un droit essentiel afin de favoriser leur intégration dans leurs sociétés de destination.

Cependant, la situation irrégulière des migrants sans papier, à Bodouyo et Ziouayo complexifie la vie de leurs enfants. En effet, les enfants, par manque de papier administratif, sont retirés volontairement par leurs parents du circuit scolaire à des fins d'exploitation champêtre.

C'est dans cette dynamique que cet article se propose d'analyser les effets de la déscolarisation des enfants transformés en main d'œuvre de travail. Pour ce faire, cette étude a mobilisé une approche qualitative à travers une recherche documentaire, une observation et des entretiens. A terme, il ressort de cette étude une reproduction sociale de la vie des migrants sans papier à Bodouyo et Ziouayo, à travers leurs enfants.

Mots clé : migration, sans papier, enfants, déscolarisation, main d'œuvre.

Abstract

The Universal Declaration of Human Rights states that everyone has the right to education. The right of children to access and enjoy appropriate education is an essential right in order to promote their integration into their destination societies.

However, the irregular situation of undocumented migrants in Bodouyo and Ziouayo makes life difficult for their children. Indeed, children, for lack of administrative paper, are voluntarily removed by their parents from the school circuit for the purpose of rural exploitation.

It is in this dynamic that this article proposes to analyze the effects of the deschooling of transformed children into a work force. To do this, this study mobilized a qualitative approach through a literature search, an observation and interviews. Ultimately, this study shows a social reproduction of the lives of undocumented migrants in Bodouyo and Ziouayo, through their children.

Key words: migration, paperless, children, out of school, labor

I. INTRODUCTION

Dans un pays comme la Côte d'Ivoire, "déscolarisation" se présente comme un nouveau "problème social", appelant une analyse scientifique spécifique (**Bertrand Geay et Arlette Meunier, 2003**). Les enfants de migrants riment souvent avec problèmes sociaux, tourments identitaires et surtout difficultés, voire échecs scolaires (**Dina Bader et Rosita Fibbi, 2012**).

Dès lors, en Côte d'Ivoire, les politiques publiques à l'endroit de l'éducation des enfants sans papiers et surtout des enfants de migrants sans papier semblent encore préoccupantes quand on s'intéresse à la déscolarisation et à l'exploitation et l'utilisation de ces enfants comme main d'œuvre. C'est donc une situation à prendre en compte socialement et économiquement de sorte à protéger cette classe sociale. Pour beaucoup de familles migrantes qui travaillent dans l'agriculture, la production des enfants est essentielle pour parvenir à gagner des revenus décents en tant que famille. Par exemple, une étude sur les exploitations de tabac au Malawi a montré qu'un enfant sur cinq de moins de 15 ans travaillait à plein temps et le même nombre d'enfants travaillaient à temps partiel (**OIT 2007**).

.En général, les enfants ne sont pas employés directement dans les exploitations, mais aident plutôt à respecter les quotas comme membre d'une famille de planteurs: sans l'utilisation du travail des enfants, la famille ne peut pas respecter une certaine quantité de production. De ce fait, la déscolarisation des enfants des migrants sans papier transformés en main d'œuvre dans les villages de Bodouyo et de Ziouayo, mérite une analyse scientifique.

Dès lors, quels sont les effets de la déscolarisation des enfants transformés en une main d'œuvre de travail ?

De cette question centrale découlent des interrogations spécifiques :

Quelles sont les logiques de la déscolarisation des enfants des migrants sans papier ? Quelle est la perception collective des enfants des migrants sans papier ? Quelles sont les conséquences de la déscolarisation des enfants transformés en main-d'œuvre ?

Pour ce faire, cet article aborde cette recherche sous trois angles : 1) Les logiques de la déscolarisation des enfants des migrants sans papier, 2) La perception collective des enfants des migrants sans papier et enfin 3) Les conséquences de la transformation de ces enfants en main-d'œuvre.

II. METHODOLOGIE

Dans l'optique d'analyser les effets de la déscolarisation des enfants transformés en main d'œuvre de travail, la présente étude s'est intéressée aux villages de Bodouyo et de Ziouayo du Département de Guéyo, situé au Sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Ces villages situés sur l'axe Guéyo-Soubre ont une population respective de 1564 et 2346 habitants (**RGPH 2014**).

2.1. Collecte des données

2.1.1. Techniques de collectes de données

Les techniques ou instruments de collectes des données sont « des procédés opératoires définis, transmissibles, susceptibles d'être appliqués dans les mêmes conditions adaptées au genre de problème et de phénomène en cause » (Paul N'da (2015),

. Ce travail de recherche s'inscrivant dans une approche qualitative, les techniques auxquelles nous avons eu recours sont : la recherche documentaire, l'observation directe et les entretiens individuels. Cette étude exploite les données qualitatives d'une enquête de terrain. Des entretiens compréhensifs (Kaufman, 2001) et des entretiens semi-directifs ont été menés auprès de 45 individus.

2.1.2. Outils de collecte de données

Les techniques de recherche qualitative utilisées dans cette étude ont mobilisé les outils suivants : une grille de lecture, une grille d'observation et des guides d'entretiens.

2.1.3. Techniques d'échantillonnage

Pour ce travail de terrain, nous avons opté pour l'échantillonnage par convenance qui est une technique d'échantillonnage non probabiliste consistant à interroger des enfants de migrants, des migrants sans papier, des enseignants des écoles primaires des deux villages sus mentionnés selon leur accessibilité dans un milieu déterminé et à un moment précis. Ils ont été choisis au fur et à mesure qu'ils se présentaient, jusqu'à la taille de 6 enseignants, 25 écoliers déscolarisés (enfants de migrants) et main d'œuvre de leurs parents et 14 migrants sans papier. Le choix de cette technique d'échantillonnage se justifie par l'inexistence de données exactes sur le nombre précis des enfants déscolarisés et main d'œuvre. Les enquêtes se sont déroulées principalement dans les villages de Bodouyo et de Ziouayo et leurs campements. L'application de cette méthode nous a permis de collecter chez ces mêmes acteurs, des données qualitatives

2.2. Analyse et traitement des données

L'approche qualitative a été mobilisée pour analyser les données recueillies de cette recherche. L'analyse qualitative nous a permis de donner un sens au discours des enquêtés. La technique de l'analyse de contenu a été utilisée. Celle-ci nous a permis de mettre en exergue le sens des discours et des réponses données durant les entretiens.

Le logiciel Sphinx 5.1, nous a permis de faire un traitement informatique des données recueillies. Les informations ainsi traitées ont permis d'élaborer le présent document.

III. RESULTAS ET DISCUSSION

3.1. Les logiques de la déscolarisation des enfants des migrants sans papier

La déscolarisation se comprend comme la mise hors de l'établissement scolaire de l'élève concerné. La non-assiduité est représentée comme une source de dangers. En effet, la déscolarisation est directement liée à la scolarisation qui produit ses propres déviations. Cependant, les chercheurs, Sicot, 2002 et Meunier, 2003, cités par Maryse Esterle-Hedibel, 2006, soulignent que le terme est peu approprié par les intervenants sociaux, qui situent les problèmes liés à la scolarité dans un ensemble de problématiques sociales et familiales.

3.1.1. La migration externe et la place de l'école

Les informations recueillies au cours de notre enquête de terrain à Bodouyo et à Ziouayo, sur les migrants sans papier et la place de l'école dans ce milieu rural, révèlent que plus des trois quarts (3/4) des migrants externes ou internationaux (Burkinabé, Maliens et Guinéens) n'ont aucun niveau d'instruction. Cette tendance est d'autant plus vraie aussi bien chez les femmes que chez les hommes. Le faible niveau d'instruction des migrants semble expliquer en grande partie les motifs de la migration dans ces villages et leurs campements. En effet, les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction sont plus enclins à migrer pour des raisons économiques ou à la recherche d'un emploi nécessitant moins de qualification (ouvriers, manœuvres, agriculteurs, gardiennage, etc...) et des raisons matrimoniales chez les femmes (IRA Bruno, 2016). La plupart de ces migrants sont arrivés, dans ces villages sus-cités et leurs campements satellites, très jeunes pour améliorer leurs conditions de vie en travaillant dans les plantations caféières et cacaoyères. Avec la technique de planter partager, ils se sont sédentarisés. Ils sont aujourd'hui définitivement installés, car ayant des plantations de produits de rente (café, cacao, palmiers à huile et hévéa).

Au lendemain de l'indépendance de la Côte d'Ivoire, la politique d'ouverture adoptée par l'Etat a favorisé l'afflux des ressortissants ouest-africains et la relative prospérité du pays a constitué le mobile fort de cette migration. Cette forte immigration dans les zones rurales, notamment dans villages (Bodouyo et Ziouayo) est relative aux opportunités d'emplois agricoles et aux possibilités de devenir plus tard des propriétaires terriens de plantations.

Ces allogènes, majoritairement analphabètes, ne se soucient guère des documents administratifs, ni pour eux-mêmes, ni pour leurs progénitures. D'ailleurs, ils n'y trouvent aucun intérêt, car ils ne savent, ni lire, ni écrire. Et puis, comme ils le soutiennent, ils sont tout le temps dans les champs en train de travailler et ne rentrent au village ou au campement que tard dans la soirée.

Un enquêté, Brahim dit Moronaba relate :

« Ma femme et moi, nous sommes venus, ici, à Ziouayo on était jeune et on avait un enfant de trois ans. On est venu voir le vieux G. André pour travailler dans son champ de cacao et de café. Après, on a eu quatre enfants. Un jour quand ils ont grandi pour aller à l'école, parce

qu'on nous a beaucoup parlé pour ça, je suis allé voir le Directeur. Il m'a demandé les jugements des enfants, mais j'ai dit que je n'ai pas fait. Moi-même mon jugement est perdu et pour aller au pays (Burkina faso) et revenir, je fais "laisser passer", donc, il n'a qu'à m'aider après on va voir ».

Un autre répondant, Diallo Mamadou, entretenu à Bodouyo-Bloc, souligne les difficultés à établir des documents administratifs à cause des travaux champêtres et la vente dans les boutiques qui les occuperaient beaucoup et les moyens financiers à déployer pour le faire.

« Chaque jour, si on n'est pas au champ, on est là vendre un peu un peu dans boutique. Où est le temps pour faire les papiers et qui va nous aider. C'est difficile. Bon toi papa tu n'as pas papier, c'est pas enfant qui va avoir et on est là. Gouvernement veut qu'on a qu'à mettre les enfants à l'école. Mais il nous aide pas aussi ».

Cette migration a des mobiles essentiellement économiques et explique sa concentration dans le Sud forestier où s'est développée depuis de nombreuses années l'économie de plantation (ZANOÛ (B et al, 2001). Cependant, les migrants internationaux relèguent au second plan l'établissement ou l'acquisition de documents administratifs préjudiciables à la scolarisation de leurs enfants.

Et pourtant, l'éducation par le biais des institutions scolaires est au centre de l'évolution des sociétés car elle contribue au processus de développement d'un pays. D'ailleurs, elle a fait l'objet de nombreuses concertations internationales, parmi lesquelles la conférence mondiale sur l'Éducation Pour Tous (EPT) à Jomtien (Thaïlande) en 1990 et le Forum Mondial sur l'Éducation de Dakar en 2000, où les États s'étaient engagés à rendre l'éducation primaire universelle (Didier NGANAWARA, 2016). Les comportements individuels, notamment en matière de scolarisation, sont le reflet de l'environnement global dans lequel les individus vivent. La probabilité pour un enfant d'être scolarisé varie suivant le contexte dans lequel il vit. L'environnement familial a une influence sur les chances de scolarisation des enfants.

3.1.2. L'impact des migrations sur la scolarisation ou la déscolarisation des enfants des immigrés sans papier

Dans la plupart des études, les migrations sont principalement vues sous l'angle du travail aux fins d'améliorer les conditions de vie des acteurs, et le travail est perçu, parfois, comme incompatible avec la scolarisation. Dès lors, nous pouvons déduire que la migration est un facteur de déscolarisation ou un frein à la scolarisation, comme le souligne Serra, (2009), cité par Marie-Christine DELEIGNE et Marc PILON, (2011).

Les effets des migrations sur la scolarisation sont très souvent appréhendés à travers l'observation de la scolarisation des enfants en situation de migration du fait de l'absence de données concrètes. De ce fait, la présence en classe est l'indicateur de référence au moment de l'observation. Les parents retirent souvent les enfants de l'école ou ne les inscrivent même pas quand ils ont un projet de voyage en quête d'emploi dans un autre pays. Et c'est ce que relève un instituteur interrogé sur les questions de la scolarisation ou de la déscolarisation des enfants

de migrants. Il déplore le comportement surtout des parents égoïstes et qui ne tiennent pas compte de l'évolution du temps.

Il dit en substance :

« Les migrants externes ne pensent pas qu'ils détruisent la vie et l'avenir de leurs enfants qu'ils trimbalent partout sans se soucier de scolariser ces derniers. D'ailleurs, il faut d'abord les forcer avant qu'ils viennent nous les déposer sans aucun extrait pour s'inscrire. Ce n'est pas leur problème et c'est plutôt facile pour eux de venir les retirer de l'école ».

Lorsque nous demandons aux enquêtées de donner les causes de la non-inscription à l'école et de la déscolarisation des enfants, ils évoquent principalement les problèmes économiques et financiers. La pauvreté de certains parents est considérée par les directeurs des écoles primaires publiques et leurs collaborateurs mais aussi par les communautés enquêtées comme le premier obstacle à la non scolarisation et à la déscolarisation des filles et des garçons dans villages et campements de l'étude.

« L'école est devenue cher pour nous. On n'achète plus bien nos produits et il faut toujours payer de l'argent. Où on va enlever l'argent ? Palmiers à huile, hévéa ne s'achètent plus comme avant, café et cacao aussi. On est obligé de brader nos produits pour manger ».

Dans ce contexte de pauvreté, des parents migrants pensent que leurs enfants et surtout les filles peuvent être mis à contribution en réalisant des activités génératrices de revenus pour soutenir financièrement la famille. Ainsi, elles sont mises en activité économique précoce au détriment de l'école pour ramener des ressources financières dans la famille (**Yeo Soungari et Kei Mathias, 2016**).

Si la pauvreté est un frein à la scolarisation ou un facteur de déscolarisation des enfants, il y a aussi le fait que les élèves eux-mêmes vont à l'école sans documents officiels les autorisant à fréquenter les établissements. Effet, les parents étant sans papier et ne sachant ni lire et écrire, certains scolarisent leurs enfants sur la base du capital social ou de promesses de dépôt d'extrait. Les enfants deviennent aussi des sans papiers. Des fois, ces enfants continuent jusqu'au CM2 qui est une classe d'examen. Ici, l'exigence des dossiers complets et l'obligation d'un extrait de naissance décrochent les élèves du système scolaire. Motifs tout trouvés pour les migrants sans papier pour employer ces élèves en plein temps dans leurs plantations.

Cette utilisation précoce de ces élèves dans les champs de productions vivrières et/ou de rente est relatée par certains d'entre eux :

S. D. un déscolarisé fait son récit

« J'ai arrêté les cours en classe de CM1. Arrivé au CE2, mon Maître a convoqué mon papa pour lui dire que je n'avais pas d'extrait dans mes dossiers et que l'année prochaine (au CM1), si mon papa ne les complète pas, il va me renvoyer de l'école. Mon papa a demandé pardon et qu'il allait le faire. Au CM1, le même problème est revenu. Vers la fin de l'année scolaire, le Directeur a dit que tous ceux qui vont au CM2 doivent venir à la rentrée avec les papiers qui manquent à cause de l'examen du CEPE et de l'entrée en sixième. C'est comme ça je ne suis

reparti à l'école puisque mon papa n'a pu rien faire. Au contraire, il m'a dit d'aller travailler dans les plantations de cacao et de palmiers».

Et un autre ajoute : *« Vous ne connaissez pas nos parents. Ils veulent que tous les jours on aille au champ et ils sont contents. Mais quand on va à l'école, ils trouvent qu'on perd le temps, car le travail nous attend, en fait ils n'étaient d'accord qu'on parte à l'école ».*

3.1.3. Travaux champêtres, facteur déscolarisation des enfants

Les villages de Ziouayo et Bodouyo et leurs différents sont situés dans le Sud-ouest de la Côte d'Ivoire, précisément dans le Département de Guéyo. Les activités de ces villages sont dominés avant tout par les exploitations agricoles. Venu pour être des travailleurs dans les plantations des autochtones Godié, les migrants et surtout les migrants externes sont devenus propriétaires de champs et plantations par les techniques de prêt, d'achat, de location ou de planter-partager. Ainsi, se pose-t-il à eux la question de main-d'œuvre.

Dès lors, les immigrés/allogènes ont adopté des stratégies de travail dans lesquelles ils insèrent les enfants scolarisés. Dans les villages où s'est déroulée l'étude, objet de cet article, l'activité agricole est actuellement rentable grâce à la culture de palmiers à huile et d'hévéa dont les récoltes et la commercialisation sont mensuelles, même si ces produits connaissent actuellement quelques problèmes d'écoulement. A ces cultures s'ajoutent les cultures traditionnelles (café, cacao) et la riziculture. Autant d'activités qui nécessitent l'emploi des enfants que leurs parents utilisent d'abord à mi-temps puis en plein temps au fur et à mesure que ces derniers grandissent.

A Ziouayo et Bodouyo, l'activité agricole étant rentable, elle est valorisée. Les enfants sont de plus en plus sollicités pour travailler dans les exploitations agricoles. Pour ce faire, même quand bien même les parents ont les moyens de remplir toutes les conditions de scolariser les enfants, ils ne le font. Chose que leur reprochent instituteurs interrogés lors de l'entretien :

« Certains parents font exprès de dire qu'ils ont des difficultés à établir les extraits de leurs enfants. Ils rusent pour décrocher les enfants de l'école. C'est par exemple le cas de K0 Ouédraogo, ce grand planteur qui a des biens à Guéyo. Mais, quand le système, à un moment éjecte ses enfants, il les emploie immédiatement dans ses plantations. Il prétexte des fois qu'il n'a pas eu recours à l'école pour être là où il est arrivé aujourd'hui ».

Etre élève aujourd'hui à Bodouyo et à Ziouayo, en ce qui concerne les enfants de migrants étrangers, peut représenter un privilège compte tenu du grand nombre d'enfants (et en particulier des migrants sans papier) qui sont exclus de tout droit à l'instruction, tant les conditions familiales de vie que d'enseignement: rendent le « métier d'élève» particulièrement difficile. En effet, comme le soulignent Diarra et Lange (2000), les enfants même scolarisés n'échappent ni au travail domestique ni au travail productif, notamment, le petit commerce, l'artisanat, les travaux champêtres), (Diarra et Lange, 2000). Ces élèves (garçons et filles) en milieu rural participent à ces activités qui augmentent avec le niveau scolaire ou au fur et à mesure qu'ils grandissent. Ces tâches extrascolaires diminuent les possibilités de ces derniers de s'investir dans les travaux scolaires, ce qui réduit leurs chances de réussite et de poursuite des études.

3.2. La perception collective des enfants des migrants sans papier

Dans de nombreuses sociétés africaines, l'enfant a toujours été clairement une source de joie, au cœur de la reproduction sociale et économique (Elodie RAZY et Marie RODET, 2011).

3.2.1. Les enfants source de reproduction économique

Les enfants de migrants sans papier sont une grande source de main-d'œuvre, et donc potentiellement de richesse dans les villages de Bodouyo et de Ziouayo où la production agricole est essentiellement importante pour les allogènes sans papier. Les enfants ne sont pas ici seulement considérés comme des « apprentis-adultes », mais ce sont surtout des membres de la famille à qui sont assignés des tâches spécifiques devant contribuer à l'économie familiale. Leur migration ou présence peut notamment être liée à ce rôle de producteur. Le travail de production économique trouve, ici, sa source à la fois dans les politiques scolaires et les stratégies familiales d'éducation. En effet, l'agriculture étant le pilier de l'existence de la plupart des résidents ruraux enquêtés, les enfants sont le plus utilisés dans les travaux champêtres. Même si l'adoption d'activités non agricoles progresse dans la plupart des zones rurales, la majorité des ménages continue de dépendre du revenu de ces activités agricoles.

Un parent d'enfants, Konaté S. soutient :

« Nos enfants sont des richesses pour nous. Quand tu n'as pas d'enfant, c'est fini pour toi. Qui va t'aider ? Les garçons travaillent avec nous et les filles aident leurs mamans dans les travaux de maison. C'est ça on a fait avec nos parents et puis aujourd'hui on les a mis au monde. Donc ils doivent nous accompagner pour nettoyer nos champs de palmiers ou de cacao. C'est là-bas on enlève l'argent pour les mettre à l'école ».

Et un autre K. Ouédraogo ajoute :

« La terre donne facilement à manger, mais l'école ce n'est pas sûr. C'est trop compliqué. Et puis aujourd'hui pour trouver des manœuvres, c'est très difficile. Il y en a même pas. Donc nos enfants doivent nous aider. C'est pour eux ».

Par ailleurs, la participation aux activités économiques ne résume pas l'intégralité de la sollicitation des enfants. La sphère non économique du ménage accapare tout autant ces enfants qui sont astreints aux tâches ménagères. Cependant, à l'instar de la plupart des localités, ces tâches ménagères incombent prioritairement aux filles, accentuant la pression sur la scolarisation de ces dernières et occasionnant par là leur faible rendement scolaire qui finit par les bouter hors du système scolaire et les livrer aux mariages précoces pour certaines d'entre elles.

L'une des raisons pour lesquelles la participation économique des enfants dans ces communautés étrangères reste préoccupante est le fait qu'elle interfère avec la scolarisation de ces derniers ou même la relègue au second plan. Pour finir, les enfants se laissent aller aux jeux des parents et prennent goût à la réalisation des activités familiales, économiques ou non

économiques. Cette perception que l'enfant est une richesse est d'autant plus vraie qu'elle se sent dans la réduction de la pauvreté. En effet, le principal mobile de migration des allogènes de Bodouyo et de Ziouayo est l'amélioration de leurs conditions de vie. A la question pourquoi avez-vous quitté vos pays pour venir en Côte d'Ivoire et précisément dans cette localité ? Ils répondent sans ambages, « *c'est pour être bien* ». Et pourquoi vous vous transformez vos enfants en main-d'œuvre ? Ils n'hésitent pas à dire « *Ils sont nos biens, nos richesses. Le travail de la brousse est trop dur et on ne peut pas le faire seul. Un peu un peu ils ont plus de force que nous parce qu'on va vieillir demain* ». Il est donc évident que l'enfant perçu comme une richesse ne signifie pas un prestige mais une main-d'œuvre source de bon rendement dans la production agricole.

3.2.2. Les enfants source de reproduction socioculturelle

Dans les communautés étudiées (les migrants étrangers, notamment les sans papier), cerner les enfants au-delà de leurs capacités physiques, c'est appréhender ce qu'ils représentent dans la société. L'enfant représente sa famille, c'est-à-dire qu'il est une reproduction de la famille et de la société dans laquelle il grandit. Ce qu'il est, ce qu'il fait, son éducation, son rapport à l'autre, à la communauté, au village et ses actions mettent en jeu l'honneur de la famille qui l'a élevé tout au long de son existence (**Clarisse Bueno et Alfred Babo, 2013**). En effet, l'éducation que l'enfant reçoit, le prépare à la responsabilité familiale de demain. Et cette éducation est donnée par les parents qui ont des « droits renforcés » sur leurs enfants, si bien que ces derniers sont dans une obligation d'obéir pour perpétuer la famille ou reproduire la communauté. Ainsi, un système de régulation et de maintien d'autorité intergénérationnelle est implémenté.

Les enfants sont des pépinières pour la perpétuation familiale et communautaire. De ce fait, ils ont une responsabilité vis à vis de la gestion future de leurs parents. Il convient de conclure à l'évidence que cette conception des enfants qui ne s'affranchit pas du devenir des parents à long terme rapproche ces deux groupes de personnes (enfants/parents). Dans les conceptions locales ivoiriennes, la relation est quasi permanente et se fige même dans une sorte de retour sur investissement d'une économie morale et humaniste (**Clarisse Bueno et Alfred Babo, op cit**).

Cette attitude apparente d'apprentissage paisible et de bonne ambiance, couvre une domination des parents qui véhicule une idéologie; celle de l'éloignement des enfants du système scolaire. En effet, les migrants sans papier que nous avons entretenus pensent que le système scolaire est destructeur de la reproduction socioculturelle. A cet effet, des enseignants révèlent certains propos des parents de ces enfants « *l'école est un long investissement dont la rentabilité ou la réussite n'est pas toujours certaine...* ».

3.3. Les conséquences de la transformation de ces enfants en main-d'œuvre

Dans la présente partie de cette étude, le rapport aux conséquences de la transformation des élèves en main-d'œuvre de travail s'analyse sous deux angles : reproduction et propagation de l'analphabétisme et reproduction identitaire des sans papier.

3.3.1. Reproduction et propagation de l'analphabétisme

En tenant compte de la diversité et de la complexité des origines de l'analphabétisme, cette partie se propose d'examiner les facteurs qui ont favorisé l'accès à l'alphabétisation. En effet, des facteurs ou conditions ont fortement contribué à la création d' « une société analphabète » à Bodouyo, à Ziouayo et leurs campements. D'après le rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous (EPT), en 2006, l'école est le lieu où la plupart des individus acquièrent l'essentiel de leurs compétences en alphabétisme, en y apprenant à lire, écrire et compter. Pour ce faire, plusieurs pays ont adopté des lois rendant la scolarisation obligatoire mais la pratique est restée très en deçà des idéaux promus (**Benavot et Riddle, 1988**).

Le niveau d'études au moment de la migration dépend des conditions dans lesquelles les migrants franchissent les frontières. Par exemple, plus de 90% des allogènes que nous avons entretenus, sont venus en Côte d'Ivoire, précisément dans notre terrain d'étude très jeunes, avec un niveau d'instruction assez faible. Ils n'ont pas pu franchir l'école primaire. Ces migrants enquêtés ne forment pas une population aléatoire. Leur faible niveau d'instruction les rend inaptes à profiter des débouchés économiques, à utiliser des compétences transférables. Ces personnes ont fait des études primaires. Cependant, ils ne savent plus ni lire, ni écrire, car il y a très longtemps qu'ils se sont éloignés des « bancs ».

Mais, comme ils l'ont souligné, ils ont bénéficié d'une éducation traditionnelle parentale qui les astreignait à privilégier les travaux économiques et non économiques au détriment de l'école. En effet, ces immigrants sans papier apprécient à sa juste valeur l'éducation qu'ils ont reçue de leurs parents et qui fait d'eux des « hommes et des femmes accomplis » et qu'ils transmettent et continueront de transmettre à leurs enfants. Certains d'entre eux n'ont aucun remord d'avoir été retirés des études, car pour ces derniers, *« L'école n'est pas le seul moyen de réussir, et puis nos pays sont agricoles. D'ailleurs, c'est grâce à nous qui avons accepté d'être les remplaçants de nos parents que nos pays sont bien placés dans le monde »*.

C'est donc cette idée et mentalité de reproduction sociale qui est à l'origine du retrait brutale de leurs enfants de l'école et qu'ils ont transformés en mains d'œuvre pour perpétuer la communauté. Or, justement le faisant ainsi, ils se reproduisent et créent, de ce fait, une société d'analphabètes. De plus, ces parents déclaraient que leurs enfants leur apportaient une aide importante dans les activités agricoles et ménagères. L'exécution des activités ménagères par les enfants, particulièrement les filles, a été nuisible à la scolarisation de certaines filles entretenues.

La participation de ces filles aux tâches domestiques demeure importante, ce qui a contribué à limiter leurs chances d'entrée à l'école ou à perturber leur scolarité.

Une jeune fille déscolarisée, Karidja C. (15 ans) affirme :

« J'ai quitté l'école en classe de CE2. Au CP2, j'étais toujours parmi les cinq premiers de la classe et je suis allée au CE1. C'est là que tout a commencé à mal se passer. En Janvier ma maman a accouché des jumeaux, alors tous les matins je devais l'aider. Et j'ai commencé à aller en retard en classe. Après, il y avait des jours où je ne partais pas. Mes moyennes ont baissé, mais Dieu merci, je suis passée au CE2. Pendant les congés de Décembre, j'ai vu que ma maman était encore enceinte et la grossesse la fatiguait beaucoup. Alors mon papa m'a dit d'arrêter l'école pour m'occuper de mes petits frères jumeaux. C'est comme ça que je suis restée à la maison. A l'âge de 14 ans, il m'a mariée à un homme qui aussi a été retiré de l'école par son oncle en classe de CMI pour s'occuper des champs de son défunt père. Actuellement, je suis enceinte ».

La contribution des enfants aux activités économiques et aux travaux domestiques des ménages affecte leur trajectoire scolaire. Les résultats de notre étude montrent que le travail des enfants a bien souvent des incidences négatives sur leur parcours scolaire. En effet, il ressort de la participation des enfants aux entretiens que les tâches ménagères augmentent le risque d'abandon ou de retrait de l'école. Il apparaît donc clairement que l'implication des enfants dans les activités productives peut dans bien des cas compromettre leur scolarité, reproduisant ainsi ou agrandissant, consciemment ou inconsciemment, la communauté des analphabètes.

Cet effet négatif du travail sur la scolarisation des enfants semble encore plus probable dans un contexte général de paupérisation tel que la situation socio-économique que connaissent nombre de pays du Sud depuis deux décennies (**Jean-François Kobiané, 2006**).

3.3.2. Reproduction identitaire des sans papier

La réflexion porte sur les enfants des migrants (élèves déscolarisés) et leur rapport à l'identité et au groupe d'appartenance pour tenter de comprendre la question de reproduction identitaire des migrants sans papier. La façon dont les parents se positionnent par rapport à leur intervention auprès de leurs enfants-élèves s'avère aussi un élément essentiel de cet examen. Depuis toujours les êtres humains ont migré dans le but de trouver des meilleures conditions de vie, un travail ou la paix et la sécurité.

C'est dans ce cadre que les communautés étrangères (Burkinabé, Maliens et Guinéens) se sont retrouvés à Bodouyo et à Ziouayo et s'y sont installées depuis des décennies. De par les situations et parcours individuels, il est difficile de tracer des profils précis. Cependant, l'étude montre les caractéristiques des principaux groupes de sans-papiers qui habitent dans ces villages et leurs campements. Le groupe le plus important, plus de la moitié des sans-papiers présents, est constitué par les familles burkinabées montrant une importante proportion de femmes et d'enfants.

En sociologie et psychologie, il est possible de définir l'identité comme « *une réalité subjective par laquelle l'individu se définit dans ses rapports à la société dans ce qu'il y a à ses yeux unique : son identité personnelle – et ce par quoi il se sent similaire aux autres : son identité*

sociale, l'une répondant au besoin de différenciation, l'autre au besoin de similitude et d'appartenance catégorielle.» (Taboada-Leonetti, 1981).

Dès lors, l'identité inclue donc le double aspect du « Je » et du « Moi », l'image de soi et de ses rapports avec le groupe social. Tandis que l'identité individuelle est considérée comme l'image de soi d'un individu, l'identité collective est l'image de soi d'un groupe ou d'un acteur social collectif. Selon cet auteur, c'est le rapport que chaque individu entretient avec le groupe social. L'identité de groupe social peut être considérée autant comme « un modèle proposé – et même imposé – aux individus qui constituent ce groupe, que le résultat d'une production sociale dont les individus sont les acteurs. » (Taboada-Leonetti, 1981, op cit.,).

Depuis leur arrivée à Bodouyo et à Ziouayo, le capital social des migrants s'est élargi. Ils ont tous un réseau social construit sur un certain nombre d'années. Au début, ils ne connaissaient que leurs tuteurs et des membres de la famille de ces tuteurs. À travers ces personnes et leurs patrons le nombre de connaissances a constamment augmenté. Et la question de documents administratifs et juridiques a disparu et ils ont commencé à se sentir comme des autochtones. Ils circulaient dans les villages et allaient même en ville sans pièce d'identité et sans s'inquiéter.

« Avec nos patrons qui sont nos tuteurs, on n'a pas de problème de papier. On est venu pour travailler dans les champs et ça se passe bien. Seulement, on n'a pas de papier et quand on va au pays pour faire nos extraits, c'est difficile. Alors on préfère revenir pour aller au champ. Mais c'est pour nos enfants que c'est problème, car comme on n'a pas de papier eux aussi ils ne peuvent pas en avoir et ils grandissent ». soulignent ces migrants.

Pour rendre visite à leurs familles restées au pays, ils ont un laissez-passer avec lequel ils circulent. Ils ne jugent donc plus nécessaire d'avoir ces documents officiels et vivent sans le moindre papier. Cela s'est ainsi perpétué de génération en génération jusqu'à maintenant. Plus de 80% de leurs enfants sont sans papier. Ce qui explique le renvoi de ces enfants des établissements scolaires et leur transformation en main-d'œuvre agricole et domestique.

IV. CONCLUSION

Il ressort de cette étude une reproduction sociale de la vie des migrants sans papier à Bodouyo et Ziouayo, à travers leurs enfants. L'analyse de contenu a révélé un triple enjeu autour de la migration irrégulière ; les logiques de la déscolarisation des enfants des migrants sans papier, la perception collective des enfants des migrants sans papier et, enfin, les conséquences de la transformation de ces enfants en main-d'œuvre. L'objectif de cet article est d'analyser les effets de la déscolarisation des enfants transformés en une main-d'œuvre de travail.

Les informations recueillies, au cours de l'enquête à Bodouyo et à Ziouayo, sur les migrants sans papier dans ce milieu rural, révèlent que plus des trois quarts (3/4) des migrants internationaux (Burkinabé, Maliens et Guinéens) n'ont aucun niveau d'instruction. Et cela est vrai aussi bien chez les femmes que chez les hommes. Le faible niveau d'instruction des migrants explique en grande partie les motifs de la migration dans ces villages et leurs campements. Ces allogènes, majoritairement analphabètes, ne se soucient guère des documents administratifs, ni pour eux-mêmes, ni pour leurs progénitures. Ces enfants étant eux aussi sans

papier abandonnent l'école ou sont décrochés et utilisés dans les champs. Ces tâches extrascolaires diminuent les possibilités de ces derniers de s'investir dans les travaux scolaires, ce qui réduit leurs chances de poursuite des études et donc de réussite scolaire.

Ces enfants sont une grande source de main-d'œuvre, et donc de richesse. Les cerner au-delà de leurs capacités physiques, c'est appréhender ce qu'ils représentent dans la famille et la société. L'éducation que reçoivent les enfants, les prépare à la responsabilité familiale de demain. La reproduction sociale qui est à l'origine du retrait brutale des enfants de l'école, et transformés en mains-d'œuvre, perpétue une communauté ou une société d'analphabètes, mais également de sans papier.

Cette étude montre la nécessité d'implication des autorités administratives et politiques ivoiriennes et même africaines pour une meilleure gestion de la migration des sans papier en milieu rural. Sinon, qu'advierait-il du développement durable de l'Afrique si l'Education Pour Tous n'a pas sa place en milieu rural, notamment avec les migrants sans papier qui transforment leurs enfants/élèves en main-d'œuvre de travail ? Ou encore reproduisent et perpétuent des communautés ou sociétés d'analphabètes ?

V. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Bertrand Geay et Arlette Meunier, (2003), « Enjeux et usages de la “déscolarisation” », Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs, 2, p 7-19.

Clarisse Bueno et Alfred Babo, (2013), Travail des enfants dans les exploitations de cacao en Côte d'Ivoire. Pour une réconciliation entre normes locales et normes internationales autour du « bic », du balai et de la machette, dans Mondes en développement, /3 (n° 163), pages 69 à 84

Dina Bader et Rosita Fibbi, (2012), Les enfants de migrants : un véritable potentiel, Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population (Neuchâtel), 57 p

Diarra S.O. et Lange M.F., (2000), Travail et école en milieu rural sahélien. Communication au colloque international « Repenser l'enfance ». Bondy, 15-18 novembre, 19 p.

Elodie RAZY et Marie RODET, (2011), Les migrations africaines dans l'enfance, des parcours individuels entre institutions locales et institutions globales, Journal des africanistes, p. 5-48

Ira Brunon, (2016), aperçu du profil démographique des populations migrantes en Côte d'Ivoire, atelier de réflexion sur le thème : « migration et enjeux fonciers en Côte d'Ivoire, Université Peléforo Gon Coulibaly.

Jean-François Kobiané, (2006), Ecole et travail des enfants dans les pays du Sud : situation actuelle et perspectives in Défis du développement en Afrique subsaharienne, L'éducation en jeu, IRD, Paris, p.185-204

Marie-Christine Deleigne et Marc Pilon, (2011), Migrations dans l'enfance et scolarisation en Afrique subsaharienne : apports et limites des approches quantitatives, p. 87-117.

Maryse Esterle-Hedibel, (2006), • Absentéisme, déscolarisation, décrochage scolaire, les apports des recherches récentes, Dans Déviance et Société, N°1 Vol. 30, pages 41 à 65

Nganawara Didier (2016). *Famille et scolarisation des enfants en âge obligatoire scolaire au Cameroun : Une analyse à partir du recensement de 2005*. Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval, Québec, 50 p. (collection Rapport de recherche de l'ODSEF), p 9.

Paul N'Da, (2015) Recherche et méthodologie en sciences sociales et humaines - Réussir sa thèse, son mémoire de master ou professionnel, et son article

Sicot, 2002 et Meunier, 2003, cités par Maryse Esterle-Hedibel, (2006), Absentéisme, déscolarisation, décrochage scolaire, les apports des recherches récentes Dans Déviance et Société 2006/1 (Vol. 30), p 41- 65.

Taboada-Leonetti, I. (1981). Identité individuelle, identité collective. Problèmes posés par l'introduction du concept d'identité en sociologie. Quelques propositions théoriques à partir de trois recherches sur l'immigration. *Social Science Information*, 20(1), 137-167

Yeo Soungari et Kei Mathias, (2016), Le défi de la scolarisation primaire universelle des filles dans la région du Worodougou en Côte d'Ivoire, REEP, Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY de Cocody, Abidjan, p393

ZANOU (B) et al, 2001 ; « Migrations et Société en Côte d'Ivoire », INS.